

deux pays nord-américains dont la destinée est inextricablement liée à celle de ce continent, peuvent examiner tous les questions importantes et connexes qui entrent en jeu dans le processus politique du raffermissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest si la CSCE a connu son lot de frustrations et d'échecs, elle s'est malgré tout acquittée d'une tâche essentielle en gardant ouvert un dialogue franc entre un grand nombre de pays, y compris les pays neutres ou non alignés, un dialogue qui aurait pu autrement être impossible. Le Canada souscrit sans réserve au processus de la CSCE. Nous espérons que la présente réunion de suivi enregistrera des progrès substantiels.

Pour ce faire, toutefois, nous devons nous attaquer à un problème de taille qui a un impact sur la confiance: en deux mots, la confiance présuppose le respect des engagements. À l'évidence, certains pays représentés ici aujourd'hui n'ont pas respecté bon nombre des engagements qu'ils ont assumés à Helsinki et à Madrid; en fait, dans certains cas, la situation s'est détériorée depuis 1975. On a ainsi perdu une excellente occasion de renforcer la sécurité et la coopération en Europe. Mais, chose plus grave, en n'exécutant pas les engagements qu'ils ont pris au niveau politique le plus élevé, ces pays ont contribué non pas à raffermir mais plutôt à saper la confiance dans le processus de la CSCE et, dans une large mesure, la confiance dans leur volonté réelle de respecter leurs autres engagements.

Certains pays participants ont récompensé de peines d'emprisonnement ou d'exil et d'autres formes de punition des gens dont le seul vrai crime aurait été d'avoir cru que nous étions tous sincères lorsque nous nous sommes engagés en 1975 - et je cite l'Acte final - à respecter "les droits de la personne et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion et à confirmer "le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence." Dans certains pays, la politique nationale ou l'intransigence bureaucratique empêchent des milliers de personnes d'avoir des contacts réguliers avec des membres de leur famille dans d'autres pays, d'avoir régulièrement accès à la culture et à l'information de l'extérieur, ou encore de quitter leur pays si elles le désirent. Enfin, nous ne saurions oublier que, depuis sept ans déjà, un État participant viole pratiquement tous les principes qui régissent les relations entre États par le maintien de son intervention militaire en Afghanistan.